

Service de prévention des risques et environnement industriels  
Pôle Risques Accidentels et Matériaux  
Unité Matériaux, Sol et Sous-Sol

Saint-Denis, le 26 juillet 2023

2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
97743 Saint-Denis Cedex 9

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion (SCPR)**

2 Boulevard de la Marine  
CS 71 214  
97 829 Le Port Cedex

Références : SPREI/UM3S/VSS/0007100085/2023-0985

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion (SCPR) implanté au 2 Boulevard de la Marine – CS 71 214 – 97 829 Le Port Cedex. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société de Concassage et de Préfabrication de la Réunion (SCPR)
- Adresse d'exploitation : 2 Boulevard de la Marine – CS 71 214 – 97 829 Le Port Cedex
- Siège social : 2 Boulevard de la Marine – CS 71 214 – 97 829 Le Port Cedex
- Code AIOT : 0007100085
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société de Concassage et de Préfabrication de La Réunion (SCPR) exploite sur son site du Port des installations de traitement de matériaux de carrières (broyage, concassage et transit), ainsi que des installations de fabrication de blocs d'agglomérés en béton (parpaings).

Ces activités sont respectivement autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 0715/DAGR/2 du 11 février 1980 et par le récépissé de déclaration du 19 janvier 1982.

Dans le cadre de la modernisation de ses installations, la SCPR a déposé en préfecture un dossier de porter à connaissance des modifications qu'implique cette démarche le 8 mars 2018.

À l'issue de l'instruction par l'inspection des installations classées de la demande déposée en ce sens, le préfet a autorisé lesdites modifications par l'arrêté n°2019-3233/SG/DRECV du 09 octobre 2019.

Des pollutions de la darse du port de plaisance, située en aval hydraulique, ont été observées à plusieurs reprises par le grand port maritime de La Réunion (GPMLR) au niveau du point de rejet du réseau sur lequel est raccordé le site de la SCPR.

A l'issue de la visite d'inspection du 27 octobre 2022, sur proposition de l'inspection, un arrêté préfectoral n° 2023-789/SG/SCOPP/BCPE de mise en demeure a été pris le 26 avril 2023, afin que l'exploitant respecte certaines dispositions de :

- Arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ».

Cette visite d'inspection vise à contrôler la conformité des installations du site par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 avril 2023 et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- confinement des eaux polluées sur le site ;
- produits dangereux détenus sur le site et registre ;
- paramètre des effluents ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- plan des ouvrages de collecte des effluents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Confinement des eaux polluées lors d'un sinistre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
2	Confinement insitu des eaux pluviales polluées et BSD	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
3	Produits dangereux détenus sur site et registre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Concentration des polluants dans les effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Susceptible de suites	Sans objet
6	Plan des ouvrages de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Susceptible de suites	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté que l'exploitant ne respecte pas plusieurs prescriptions, certaines pour lesquelles une récurrence est constatée.

Il est proposé au préfet d'ordonner à l'exploitant une astreinte journalière pour qu'un système pertinent de confinement des eaux potentiellement polluées sur le site soit mis en place, avec un sursis à exécution de 3 mois.

L'absence d'un système de confinement des eaux polluées sur le site peut aggraver les risques de pollution de la darse voisine en cas d'évènements naturels, de sinistres ou d'activités normales sur le site SCPR, du fait que l'ensemble des eaux collectées dans le secteur, dont celles en sortie de site, sont évacuées directement dans cette darse. Pour rappel, le port de plaisance voisin a subi par le passé des épisodes de pollution des eaux.

Par ailleurs, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de remettre ses installations en conformité dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale pour la non-conformité suivante :

- registre n'indiquant pas les quantités maximales des produits dangereux détenus sur le site, et absence du plan général des stockages devant être annexé au registre.

L'incapacité de l'exploitant à fournir ces éléments est susceptible d'entraver l'intervention des services d'incendie et de secours dans le cadre de la stratégie à adopter sur le site en cas de sinistre, de les mettre en danger ou le voisinage immédiat.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Confinement des eaux polluées lors d'un sinistre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention et confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« [...] »</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>[...] »</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 08/02/2023, l'exploitant a transmis sa procédure R1-PR-03 V1 mise en place pour maîtriser les rejets des eaux pluviales polluées ainsi que les eaux polluées lors d'un sinistre. L'inspection constate que cette procédure présente plusieurs faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le matériau employé pour confiner les eaux sur le site, en l'occurrence du sable disposé en merlon à l'aide d'une chargeuse, n'est pas imperméable.</li><li>• sur le plan pratique, la mise en place de merlons de sable au niveau des entrées du site (accès nord-ouest entrée/sortie poids lourds et accès nord sortie atelier/primaire et labo) - avec la chargeuse - notamment pour confiner les eaux d'extinction incendie ne semble pas pertinente au regard de la gêne occasionnée vis-à-vis des services externes de secours intervenant sur le site.</li></ul> <p>La partie liminaire de la procédure de l'exploitant qui mentionne que « topographie et l'antériorité du site ne permettant pas la mise en place d'un bassin de récupération des eaux pluviales polluées [...] » n'est pas un argument acceptable en l'état et nécessite une étude le démontrant. Pour rappel, les articles 21 et 35 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 s'appliquent également aux installations existantes.</p> <p>La visite sur le terrain a également été menée au nord du site (accès sortie atelier/primaire et labo), à l'endroit où l'exploitant prévoit d'installer des merlons de sables à l'aide de la chargeuse : les merlons seraient mis en place en aval hydraulique du hangar de stockage des produits chimiques et des installations de concassage (zones ayant la plus forte probabilité d'être concernées par un incendie), afin de confiner les eaux d'extinction incendie ruisselant avant qu'elle n'atteignent l'avaloir de chaussée en bordure de trottoir. L'inspection soulève plusieurs questionnements sur la procédure mise en place par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le rappel de la gêne occasionnée par le merlon sur toute la largeur de l'allée de circulation vis-à-vis des services de secours externes susceptibles d'intervenir sur le site,</li><li>• l'inadaptation des plaques carrées d'obturation des grilles avaloirs acquises par l'exploitant : celle-ci ne peuvent être utilisées pour obturer l'avaloir de chaussée en bordure de trottoir présent dans la zone,</li><li>• l'absence d'estimation du volume d'eau que pourra contenir le merlon de sable dans cette zone : au regard de la largeur de l'allée de circulation où sera disposé le merlon de sable, de l'inclinaison de cette allée de circulation, et de la faible hauteur du mur latéral (environ 1 mètre de haut) séparant SCPR du site voisin d'activités logistiques (ce qui contraint l'édification du merlon de sable à une hauteur de 1 mètre au maximum pour éviter que tout débordement n'aille sur le terrain du voisin), il appartient à l'exploitant de démontrer que l'ouvrage de confinement envisagé puisse contenir au moins les 120 m3 d'eaux</li></ul>

d'extinction incendie potentiellement déversées en amont de cette zone en cas de lutte contre un incendie.

Les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé ne sont pas satisfaites. Il convient que l'exploitant mette en place les équipements permettant de confiner les écoulements et eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Il établira aussi les procédures associées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** sursis à exécution de 3 mois

## N° 2 : Confinement insitu des eaux pluviales polluées et BSD

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositif d'obturation du réseau d'évacuation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois

**Prescription contrôlée :**

« Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.

Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.

Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :** Par courrier daté du 08/02/2023, l'exploitant a transmis à la préfecture sa procédure R1-PR-03 datée du 31/01/2023 relative au confinement des eaux sur son site.

Le confinement des eaux sur site se traduit par la mise en place de merlons de sables - à l'aide

d'une chargeuse - et/ou de plaques obturatrices sur l'ensemble des points de sortie potentielle du site.

L'inspection soulève plusieurs faiblesses dans la procédure mise en place par l'exploitant :

- le rappel de la gêne occasionnée par le merlon sur toute la largeur de l'allée de circulation vis-à-vis des services de secours externes susceptibles d'intervenir sur le site,
- l'inadaptation des plaques carrées d'obturation des grilles avaloirs acquises par l'exploitant : celle-ci ne peuvent être utilisées pour obturer l'avaloir de chaussée en bordure de trottoir présent dans certaines zones du site,
- l'absence d'estimation du volume d'eau que pourra contenir le merlon de sable dans la zone considérée. Par exemple, pour le confinement des eaux au nord du site, côté accès sortie atelier/primaire et labo, une contrainte liée à la hauteur du mur périphérique séparant SCPR du site d'activités logistiques voisin n'est pas prise en compte dans la procédure, et impacte le volume d'eau pouvant être confiné à cet endroit. Il appartient à l'exploitant de déterminer les capacités de rétention de ces ouvrages de confinement, en gardant notamment à l'esprit que 120 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction incendie peuvent être déversées sur le site.

Par ailleurs, l'inspection ne comprend pas la pertinence d'une telle procédure, puisque l'exploitant indique que les avaloirs ne seront jamais bouchés lorsqu'il pleut, permettant aux eaux pluviales qui ruissellent sur les zones de concassage, de transit des matériaux et sur les allées de circulation (potentiellement polluées et avec des paramètres – tels que les MES – susceptibles de dépasser les seuils réglementaires) de se jeter dans les avaloirs et de quitter le site sans traitement ni contrôle.

Enfin, lors de la visite sur le site, au niveau de la sortie atelier/primaire et laboratoire, il est constaté par l'inspection que les eaux liées à l'arrosage de la piste ruissellent sur l'allée de circulation et rejoignent l'avaloir de chaussée en bordure de trottoir, avant de quitter le site sans traitement ni contrôle.

L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, car il ne peut contenir, ni n'envisage de contenir les eaux potentiellement polluées sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** sursis à exécution de 3 mois

### N° 3 : Produits dangereux détenus sur site et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site. »</p>
<b>Constats :</b> Par courrier du 08/02/2023, l'exploitant a indiqué que le document présenté à l'inspection lors de sa dernière visite était erroné : le recensement, l'analyse des risques et le suivi relatifs aux produits chimiques utilisés par l'ensemble des sites de la société SCPR sont assurés à travers l'outil LARA BTP développé par l'OPPBT. Cet outil rassemble l'ensemble des données spécifiques à chaque produit et permet d'éditer des fiches de données de sécurité (FDS) synthétiques à destination des salariés, mises en place sur les lieux d'utilisation de ces produits. <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter la FDS de l'acétone ONYX fabriqué par Labogros. Les pictogrammes de danger SGH02 et SGH07 sont les mêmes que ceux indiqués dans le registre des produits chimiques.</p> <p>L'inspection a également demandé à l'exploitant les quantités maximales des produits dangereux détenus sur le site - renseignement qui doit être indiqué dans le registre -, ainsi que le plan général des stockages annexé au registre. L'exploitant n'a pas pu les présenter à l'inspection.</p> <p>Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ne sont pas satisfaites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



#### N° 4 : Concentration des polluants dans les effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de concentration des polluants dans les effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : matières en suspension totales : 35 mg/l ; DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; hydrocarbures totaux : 10 mg/l. [...] »</p>
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 08 juin 2023, l'exploitant a transmis à la préfecture le rapport d'analyses des effluents en sortie du séparateur à hydrocarbures vers la cuve FOD, dont le prélèvement a été effectué le 30/01/2023 au point de contrôle "bloc le Port". Etant donné que des dépassements pour certains paramètres avaient été mesurés en sortie de ce séparateur lors du précédent prélèvement effectué le 13/07/2022, les résultats d'analyses de ce nouveau prélèvement était attendu par l'inspection. Les résultats des paramètres mesurés dans le prélèvement effectué le 30/01/2023 ne dépassent pas les seuils réglementaires. Par ailleurs, l'exploitant indique que son mode opératoire M1-MO-09 dans sa version révisée du 06/02/2023 intègre de nouvelles mesures correctives en cas de dépassements de paramètres mesurés en sortie d'un séparateur telles que le passage d'une fréquence annuelle de nettoyage/curage de l'ouvrage à une fréquence semestrielle.  Les dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé sont satisfaites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« [...] A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>[...] »</p>
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 08/02/2023, l'exploitant a indiqué que le bassin d'eau qui sert aux activités de production ainsi que de réserve pour la lutte contre l'incendie présente les dimensions suivantes : longueur : 17,5 m ; largeur : 2,5 m ; hauteur : 6 m. Le volume d'eau maximal contenu dans le bassin est donc 262,5 m <sup>3</sup> . Afin de garantir la disponibilité du volume d'eau dédié à la lutte contre l'incendie, un système de flotteur asservi à une vanne de remplissage est en place : lorsque le flotteur atteint le point bas, à une hauteur de 4 m, ce qui correspond à une réserve d'eau disponible de 175 m <sup>3</sup> , celui actionne automatiquement une vanne pour remplir le réservoir et préserver la réserve incendie.
Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé sont satisfaites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Plan des ouvrages de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation des installations de collecte et de traitement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« [...] Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin. »</p>
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 08/02/2023, l'exploitant a transmis un plan d'ensemble du site à l'échelle 1/500 faisant apparaître les ouvrages de collecte des effluents, dont les 4 séparateurs d'hydrocarbures. Le 4ème séparateur installé en dernier sur le site, côté nord-est, présente les coordonnées suivantes : latitude : -20,945925° ; longitude : 55,283308°.
Les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé sont satisfaites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet